

# Billet<sup>1</sup>

## *Le sous-développement durable*

Après une cinquantaine d'années d'indépendance, la majorité des peuples africains stagnent dans la pauvreté, quand ils n'ont pas diminué leur niveau de vie. Les organismes d'aide, d'abord l'apanage des gouvernements, des Nations Unies et de quelques grandes associations caritatives, se sont augmentés ces dernières années d'un foisonnement d'associations diverses. Mais rien n'y fait, la pauvreté est toujours là. Combien d'argent dépensé pendant toutes ces années pour ce résultat ? L'explication d'un tel échec est à chercher dans les milieux politiques et économiques plutôt que dans les organismes d'aide. Après les indépendances (toutes relatives), les liens entre les pays colonisés et colonisateurs n'ont cessé d'être importants. Sous couvert d'un paternalisme bon teint, les anciens colons continuent de veiller sur leurs intérêts économiques. A leur influence s'ajoutent celles que cherchent à exercer d'autres pays pour s'assurer des permis d'exploitation sur des ressources du sous-sol ou des ouvertures de marché (téléphonie, connexion à internet actuellement), quelquefois après que le FMI ou la Banque mondiale aient libéralisés des secteurs (électricité, eaux, poste, etc.). Parmi ces pays on trouve, au Niger, les Etats Unis, le Canada, le Danemark, l'Italie, l'Allemagne, la Suisse, la Chine, etc. Bon gré mal gré, la plupart des gouvernements africains jouent le jeu de leurs partenaires étrangers et y trouvent leur compte. Quant aux intérêts des peuples africains, ils passent à la trappe.

Trois exemples récents illustrent ce propos :

### *Si tu ne vas pas à Lagardère, Lagardère viendra à toi !*

En janvier dernier, la nouvelle directrice du FMI, Madame Christine Lagarde, fait un petit tour en Afrique : Afrique du Sud, Niger, Nigéria. J'ignore ce qui s'est passé en Afrique du Sud. Au Nigéria, juste après son passage, le prix de l'essence se multiplie par deux suite à la décision du gouvernement de supprimer les subsides qu'il a versés jusque-là. Liberté de commerce oblige - combien de fois le FMI l'aura-t-il fait savoir sur ce continent ! La riposte de la rue se fait aussi rapide et violente que l'augmentation du prix des denrées. Car c'est une violence que de faire peser sur les populations des renchérissements dus à l'augmentation du prix des transports, les commerçants profitant au passage d'accroître leur marge - puisque le gouvernement a donné le ton, on ne va pas se gêner ! Le pays entier s'embrase. Les émeutes dans les rues sont à la mesure du ras-le-bol de la population, qui voit depuis longtemps son niveau de vie baisser. Voitures incendiées, trafic routier arrêté par les grèves, camions dont les marchandises périssent. La grève, de sectorielle, devient générale et paralyse tout le pays. La situation est si terrible qu'elle fait dire au président Goodluck Jonathan qu'elle est pire que lors de la guerre du Biafra. Le soulèvement est tel qu'il abandonne sa position de refus pour accepter une diminution du prix de l'essence de 30 %. Les syndicats jugent cela insuffisant, mais le calme revient dans le pays.

Au Niger, rien de spectaculaire, juste une annonce discrète relatant la visite de la dame et la diminution de 240'000 milliards de francs CFA du budget national (533 millions de dollars US), touchant unilatéralement tous les secteurs, donc aussi les plus sensibles, l'éducation, la santé et l'agriculture. Ce montant représente le 20 % du budget total.

---

<sup>1</sup> Les opinions émises dans ce billet n'engagent que leur auteure et en aucun cas l'association Point d'appui.

Les programmes d'ajustement structurels du FMI n'avaient pas la côte en Afrique, mais il est certain que la nouvelle version en vogue ne plaira pas non plus.

### *Des personnes réduites au désespoir*

Ce même mois de janvier, on apprend la vente en masse, à des sociétés étrangères, de terres agricoles en Ethiopie et le déplacement forcé des populations qui y vivaient et en tiraient leurs revenus. Ces gens sont parqués sur d'autres terres dont ils disent qu'elles sont infertiles, qu'elles ne les nourriront pas. Ils ajoutent qu'ils attendent la mort.

### *De guerres en rébellions, la pauvreté peut s'étendre tout à son aise*

Dans toute la région, on craignait la déstabilisation suite à la chute brutale du régime de Kadhafi, notamment du fait de la circulation des armes pillées dans les réserves de l'armée libyenne, mais pas seulement. Pays riche de cette partie de l'Afrique, la Libye jouait un rôle économique favorable pour la région. Le pays entier est tombé en déliquescence maintenant et les conséquences se font sentir dans les pays alentours. La recrudescence du banditisme, le renforcement d'AQMI, l'éclatement d'une nouvelle rébellion touareg au Mali, le soulèvement de régions de l'est et du sud contre le nouveau gouvernement libyen, font qu'on n'a plus rien à redouter maintenant ; toutes les craintes sont réalisées ! Ce jour, on apprend la chute du gouvernement malien. Des soldats mutins ont pris le pouvoir. Leurs femmes avaient fait savoir, par des manifestations fin janvier devant le palais présidentiel à Bamako, que leurs hommes étaient envoyés au casse-pipe, sans formation ni matériel suffisants. Les rebelles paraissent mieux entraînés et armés que l'armée régulière.

Kadhafi était connu pour fomenter des troubles hors de ses frontières, mais l'intervention de l'OTAN, après le refus méprisant que ses membres ont opposé aux propositions de négociations de l'Union Africaine, provoque les mêmes résultats que la politique de l'ancien dirigeant libyen. Grande est la responsabilité des membres de l'OTAN engagés dans cette guerre dans la succession des événements actuels. Le problème n'est pas la fin du régime dictatorial de Kadhafi, mais la violence employée pour en venir à bout, sans se soucier des conséquences, sans prendre le temps d'une transition convenant aux acteurs impliqués. La fin ne peut justifier les moyens. Ce sont les chemins que l'on emprunte qui déterminent vers quelle fin on aboutira, c'est en cheminant de telle façon plutôt que de telle autre que l'on construit tel type de changement. Ainsi la violence utilisée a mené à l'accroissement de l'instabilité et de l'appauvrissement de la Libye et de toute la région.

Au Niger, ce sont 248'866 migrants qui sont revenus au pays suite aux guerres de la Libye et de la Côte d'Ivoire (la guerre dans ce pays a aussi été orchestrée par des interventions extérieures). La manne financière que ces migrants apportaient au pays est tarie. Ceux-ci, partis dans la débâcle, sont revenus les mains vides dans un pays qui ne peut leur offrir du travail. Les réfugiés maliens qui fuient la rébellion sont plus de 25'000 à être arrivés au Niger. Ce chiffre devrait encore augmenter. Ceci sans compter les scénarios similaires qui se déroulent dans les pays voisins.

Ces exemples montrent que le sort des populations n'est guère lié à leur désir d'émancipation, mais qu'il est plutôt soumis aux aléas des décisions prises très loin de chez elles, par des gens qui n'ont qu'une vague idée de leur mode d'existence et de leurs aspirations. L'Etat ne dispose pas de moyens propres suffisants, faute d'une classe salariée significative soumise à l'impôt. Les détournements de fonds, le laisser aller dans les services de l'Etat font le reste : les gens ne peuvent pas s'en remettre aux autorités pour améliorer leur existence. L'industrie est à peu près inexistante, l'irrigation des terres agricoles insuffisante, les pluies trop peu abondantes pour nourrir le bétail. Reste ce qu'on appelle ici les activités du petit commerce : revente de pagnes, de produits cosmétiques et divers dans la rue, embouche, vente de lait caillé, de repas préparés, de galettes, de noix de kola, etc. Toutes activités fragiles, qu'on met en route dès qu'on a quelque cinq mille francs (sept euros et demi) et qu'on suspend dès qu'un membre de la famille est malade parce que les soins auront épuisés ce fond de commerce. Dès lors, pour

ces très nombreuses personnes, le rôle des organismes d'aide reste un espoir de souffler un peu. Mais, tout comme chez nous, il ne peut y avoir qu'ambivalence par rapport à une assistance. D'une part elle est un réconfort réel, un endroit où tous ces anonymes sentent que depuis ce lointain qu'on ne sait pas situer exactement, d'autres humains pensent à eux. D'autre part ils souhaiteraient tant pouvoir s'en passer et gagner leur vie dans la dignité, se tenir debout sans béquille.

Les décisions politiques et les impératifs économiques vont à l'encontre du travail d'aide. Nécessaire parce qu'il soulage, il ne sert toutefois pas à réduire la pauvreté. Juste un peu de baume pour une maladie devenue chronique et qui tend à s'étendre sur une plus large partie de la population. L'appel global 2012 pour le Niger, rédigé par le bureau chargé des affaires humanitaires des Nations Unies, en collaboration avec les services techniques de l'Etat du Niger, dresse, comme chaque année, un tableau des besoins humanitaires pour l'ensemble des régions du pays dans les secteurs de la nutrition, de la sécurité alimentaire, de la santé, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, de la protection des groupes vulnérables et des stratégies à adopter pour se relever des catastrophes naturelles<sup>2</sup>. Ces besoins sont chiffrés à 229'150'372 \$. Ils représentent le 43 % de la somme que le FMI a fait supprimer du budget de l'Etat ... Ici on ne voit de durable que le sous-développement.

Mars 2012 / Sylvine Vuilleumier

---

<sup>2</sup> L'appel global 2012 pour le Niger peut être consulté sur le site <http://www.unocha.org/cap>. Il fourmille de renseignements intéressants sur la situation humanitaire actuelle du Niger. Au préalable, il convient toutefois de savoir que les chiffres sont à considérer avec prudence, car les statistiques sont souvent des estimations plutôt qu'un comptage basé sur des données fiables. Cependant, que le Niger occupe le 187, 186 ou 185<sup>ème</sup> rang sur les 187 pays classés par le PNUD reste secondaire, il est un des plus pauvres du monde.